

©FAO/J. M. Micaud



©FAO/Banoun/Caracciolo



©FAO/Antonello Proto



©FAO/Giampiero Diana



Mobiliser la vulgarisation agricole en faveur de la sécurité alimentaire





Il existe actuellement un besoin énorme de mobiliser les services de vulgarisation agricole en faveur de la sécurité alimentaire et d'atteindre une grande variété d'objectifs de développement rural. Des efforts urgents sont nécessaires afin d'améliorer l'accès aux nouvelles technologies et les connaissances sur ces dernières, d'assurer que les agriculteurs et d'autres acteurs des filières seront en mesure de travailler dans un environnement où les marchés évoluent, de permettre aux agriculteurs de comprendre les nouveaux défis liés au changement climatique, de soutenir les communautés rurales pour une gestion plus efficace de leurs ressources naturelles, et d'aider les agriculteurs à exploiter de façon optimale les ressources disponibles afin de satisfaire les exigences alimentaires de leurs familles.

On est de plus en plus conscient qu'un bon nombre des réformes requises d'urgence dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement des marchés et du changement climatique ne seront efficaces que si des institutions de conseil solides sont en mesure de fournir la base de soutien nécessaire pour que les populations rurales aient accès aux marchés, aux savoirs, aux informations et aux technologies, et influencent les politiques qui affectent leur vie.

De nos jours, seuls quelques rares services de vulgarisation sont en mesure de relever ce défi. Les capacités sont limitées en termes de ressources humaines, d'efficacité des organisations, de financement et, surtout, de leadership en mesure d'établir des normes, et de direction. Lors des débats sur les questions allant de la sécurité alimentaire au changement climatique, on lance toujours plus d'appels pour avoir «davantage de vulgarisation», mais on n'a pas encore atteint le consensus sur ce que ces services améliorés de vulgarisation devraient comporter. Si l'on ne veut pas répéter les erreurs du passé, il faut comprendre et analyser les interventions qui ont été couronnées de succès et celles qui ont été des échecs, les actions durables et les actions non durables, et les intervenants qui ont eu accès et ont bénéficié des différentes formes de services de vulgarisation.

- Beaucoup de choses ont été apprises sur les acteurs étant en mesure de fournir les différents services. Une conclusion évidente est qu'il n'existe aucun remède miracle quant aux acteurs pouvant fournir les services de vulgarisation. Dans certains pays, les services publics de conseil recommencent à recevoir de nouveaux investissements après une longue période d'activité réduite et, dans bon nombre des cas, voir inexistante. Ainsi, dans plusieurs de ces pays, la relance des organismes publics de vulgarisation montre que les services de conseil publics peuvent jouer un rôle et qu'un certain nombre de pays en reconnaissent la valeur.

- Il y a dix ans, on espérait que les différentes formes de services privés de vulgarisation combleraient les lacunes créées par l'affaiblissement des organismes publics, c'est-à-dire que ce vide en matière de fourniture de services créerait un marché que les prestataires privés de services identifieraient pour en tirer profit et faire évoluer leurs affaires. En fait, les entreprises privées de conseil fournissent des services qui portent surtout sur des produits à valeur marchande élevée et s'adressent à des producteurs relativement aisés qui constituent une clientèle limitée. Certes, les services privés de conseil sont importants et fournissent un service durable à leurs clients, mais, à présent, on prend conscience que des centaines de millions d'agriculteurs pauvres ne sont pas susceptible d'attirer les investissements considérables du secteur privé. Ces investissements privés ne s'adresseront pas aux besoins de tous les agriculteurs. Par conséquent, les investissements publics dans la vulgarisation restent un enjeu crucial, même lorsque les services sont mis en œuvre par des prestataires non étatiques.

- Dans de nombreux pays, les organisations de producteurs reconnaissent cette lacune et commencent à chercher des moyens pour avoir accès et fournir les services utiles pour leurs membres. Cette évolution représente une forme potentiellement importante de vulgarisation pilotée par les agriculteurs. Mais jusqu'à présent, ces services ont généralement une portée limitée et la plupart des organisations de producteurs ont du mal à trouver un équilibre entre les différentes demandes de vulgarisation et d'autres fonctions souvent plus urgentes. De plus, ces organisations de producteurs et leurs structures faîtières étant souvent faibles, elles ont, elles-mêmes, besoin de services de conseil pour renforcer les capacités de leurs membres en matière de commercialisation des produits, de participation à la formulation des politiques et de choix des priorités en termes de services.

- Au moment du déclin des services du secteur public, on espérait que les ONG locales et internationales apporteraient une contribution pour combler cette lacune. Les services ont été largement sous-traités à ces organisations. Bien que, dans de nombreux cas, ces organisations aient été en mesure d'innover et de fournir une plus grande flexibilité dans la réponse aux demandes des agriculteurs pauvres, leurs capacités dans ce domaine se sont avérées limitées et les coûts de leurs services ont été souvent plus élevés que ceux des organismes publics qu'elles étaient censées remplacer.

- Les ressources humaines représentent une contrainte fondamentale. La vulgarisation n'est plus uniquement la fourniture d'informations aux agriculteurs sur un ensemble de technologies. Il est à présent généralement reconnu que les conseillers doivent être en mesure de faciliter les échanges et de coordonner les différentes parties prenantes dans le cadre de la gestion des ressources naturelles et des filières – de la production jusqu'aux marchés. Ils doivent changer leur approche et passer des activités d'enseignement aux activités de soutien aux agriculteurs dans la gestion globale de leur exploitation et leurs produits. En raison des incertitudes et de la variabilité relatives au changement climatique et aux évolutions du marché, les vulgarisateurs doivent plutôt conseiller les agriculteurs à identifier et analyser plusieurs possibilités de choix que continuer à promouvoir des conseils standardisés. Ces fonctions requièrent des compétences supérieures aux capacités dont disposent la plupart des agents de vulgarisation. En même temps, le niveau moyen d'éducation des conseillers est en baisse dans bon nombre de pays à cause de l'affaiblissement des établissements d'enseignement et de formation en matière d'agriculture et de développement rural, et de la concurrence des marchés du travail qui payent davantage et recrutent le personnel qualifié. La vulgarisation dans certains pays accuse aussi le coup de la pandémie du HIV/SIDA par des pertes de personnel expérimenté.

- Disposer de services de vulgarisation durables requiert l'engagement des gouvernements et l'utilisation de formes de financement qui soient efficaces et durables. Les projets de vulgarisation agricole ont montré que l'apport des ressources de projet pouvait rendre disponibles les services de vulgarisation pour une courte période, mais la durabilité de cette approche projet a été très faible. Une analyse critique de la durabilité des interventions de type projet a été rarement réalisée. La vulgarisation a souvent été financée, en complément d'une multitude d'objectifs de développement rural, comme une composante de projets multidimensionnels et souvent du fait des pressions liées aux besoins de faire face aux crises de sécurité alimentaire et de changement climatique. Elle a été ainsi souvent jugée ne pas être capable de faire maintenir un niveau de services adéquat au moment où les projets prennent fin et passent le relais aux services de l'Etat. Des approches systématiques et institutionnelles propres aux services de vulgarisation visant à réformer et à développer des systèmes pluralistes ont été très rares. Il est essentiel de disposer d'engagements financiers soutenus pour les investissements de la part des ministères des finances et de l'agriculture, tout comme de moyens plus efficaces pouvant assurer le financement et/ou le cofinancement des utilisateurs dans le cadre des filières.

- On dispose d'un corpus croissant de connaissances sur les façons d'entreprendre ces réformes tout en mettant l'accent sur la demande. Il est important d'engager un large éventail de prestataires de services, ainsi que d'organisations de producteurs, dans les processus de concertation et de coordination des différents acteurs qui constituent les parties prenantes et de créer des environnements institutionnels qui soutiennent les dispositifs de l'offre et de la demande de ces services. Il reste toutefois encore à relever les défis relatifs à l'application de ces approches d'une manière systématique et durable. On pense encore que le simple soutien à l'amélioration des capacités des conseillers ou des voix des organisations de producteurs serait suffisant en soi alors qu'il est nécessaire de faire les investissements requis pour améliorer l'offre et la demande pour arriver à un équilibre permettant de rendre fonctionnelle la vulgarisation.

- On commence à reconnaître qu'il n'existe pas de méthodes pré-conçues pour la vulgarisation. L'association évoquée ci-dessus entre la vulgarisation et les projets a été également basée sur la supposition que, avec la méthode 'adéquate', la vulgarisation peut réaliser ses nouveaux objectifs et de façon durable. Cette hypothèse a entraîné l'élaboration d'un éventail de méthodes novatrices et efficaces ayant démontré que la vulgarisation pouvait réellement apporter une contribution profonde à un développement rural durable du point de vue environnemental et de l'accès au marché. Le paysage technologique en évolution, notamment la diffusion d'Internet et des téléphones cellulaires, a révélé des potentialités pouvant permettre d'améliorer l'accès à l'information sur les marchés, sur la météorologie et sur les options technologiques. Il reste encore à affronter le défi concernant l'ancrage de ces changements au niveau des structures et organisations institutionnelles en vigueur et celui d'identifier et d'aborder les contraintes en matière de ressources humaines et l'intensification de leur utilisation. Les espoirs du passé qui considéraient que la demande, seule, encouragerait l'émergence spontanée de nouvelles structures de vulgarisation plus adaptées aux nouvelles opportunités ainsi créées se sont démontrés trop optimistes. Ce constat veut dire qu'il n'existe pas une méthode unique pour la vulgarisation. Au contraire, il faut adapter les méthodes aux capacités existantes et au contexte où elles seront utilisées, ce qui implique en outre qu'il faudra élaborer plusieurs stratégies et approches de vulgarisation selon les pays, les produits et les clients.



Questions Principales

Les services de vulgarisation de demain ne ressembleront probablement pas aux services de vulgarisation d'hier et d'aujourd'hui. Le pluralisme sera presque certainement prédominant et plus prononcé vers des formes organisationnelles, des méthodes et des structures institutionnelles. La recherche d'opportunités pour accroître l'efficacité de la vulgarisation doit être orientée dans deux domaines. Premièrement, il s'agit de mieux appliquer les leçons apprises au cours des dernières années en réalisant les réformes structurelles requises depuis longtemps, portant sur des systèmes de vulgarisation pilotés par la demande et répondant aux besoins du marché. Deuxièmement, quelques-unes des plus fortes demandes pour plus de vulgarisation proviennent de domaines inattendus: l'accroissement de la fourniture d'informations relatives au climat, l'amélioration de la programmation en matière de sécurité alimentaire, l'évolution de l'agenda de l'aide au commerce et la réforme globale de la recherche agricole pour le développement. Toutes ces questions laissent entendre le besoin d'utiliser les connaissances existantes, mais également d'étudier la nécessité et l'importance de changer les formes de vulgarisation dans le cadre des nouveaux programmes de développement, de l'organisation des aides et des structures institutionnelles.

■ *Les nouvelles institutions mondiales, nationales et locales*

La vulgarisation commence à faire partie de l'agenda des nouveaux cadres institutionnels au niveau mondial, comme le Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GPAFS) et les nouvelles structures qui seront probablement créées pour aborder les questions relatives à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets. Des processus parallèles sont en cours au niveau régional par le biais, par exemple, du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et d'un éventail d'autres initiatives régionales, ainsi que dans le cadre d'initiatives nationales visant à renforcer la sécurité alimentaire et le commerce. Des changements institutionnels sont aussi en cours pour que la vulgarisation fasse partie intégrante de la nouvelle organisation de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement, et pour qu'elle soit mieux alignée sur les priorités nationales et les demandes des petits exploitants. Un nouveau Forum global pour l'appui-conseil rural (GFRAS) a été récemment établi et sera la voix de la communauté internationale des services de conseil dans la mise en harmonie des politiques de vulgarisation avec les cadres plus élargis du développement rural. Le Forum africain pour l'appui-conseil agricole (AFAAS) assumera une responsabilité semblable en Afrique.

Pour la redéfinition du rôle de la vulgarisation dans les nouvelles structures institutionnelles, il faut reconnaître que la vulgarisation, seule, n'est pas une solution. En raison de la nature complexe des fonctions, des tâches et des rôles de la vulgarisation dans le cadre des systèmes agroalimentaires et de gestion des ressources naturelles, une perspective plus intégrée est requise pour assurer à la vulgarisation son rôle de facilitation et sur comment la vulgarisation s'associe avec les nouveaux investissements dans le domaine de la recherche et dans d'autres services ruraux, avec les nouveaux types de programmation participative. La vulgarisation a été un poste budgétaire ayant des résultats importants, mais peu compréhensibles. Il faut disposer de preuves solides et davantage de défenseurs pour convaincre les décideurs clés des gouvernements et du secteur privé que la vulgarisation est un stimulant de la croissance économique, une condition préalable de la lutte contre la pauvreté rurale et un outil de base pour affronter les défis des changements climatique planétaires. Les résultats de la vulgarisation ne seront apparents que dans un cadre collaboratif de développement rural.

Le besoin d'une perspective intégrée est particulièrement important au niveau local. Grâce à la décentralisation et aux dispositions plus pluralistes, des progrès sont en train d'être réalisés dans la promotion de la subsidiarité des services de vulgarisation et dans leurs obligations de rendre compte aux agriculteurs. Cependant, il faut encore plus d'échanges pour l'apprentissage et la coordination entre les différents prestataires de services (gouvernement local, secteur privé et société civile). Le transfert des responsabilités au niveau local n'a pas souvent été suivi d'un transfert de ressources ou de la volonté de payer les coûts courants relativement élevés de ces services. Il a été

également difficile de transférer les capacités en ressources humaines des administrations centrales des ministères aux administrations locales. La décentralisation requiert une clarté et une capacité décisionnelle pour être sûr que l'efficacité et la durabilité de la vulgarisation soient aussi considérées comme une responsabilité locale, bien que souvent soutenue financièrement par le gouvernement local. La vulgarisation décentralisée ne doit pas devenir la responsabilité de tous et de personne, mais il faudrait que les prestataires professionnels de services spécialisés dans le développement agricole et rural la dirigent. Les nouveaux moyens de collaboration, de coordination et d'accès rentable aux nouvelles innovations (par exemple en utilisant les TIC) sont cruciaux pour que les prestataires de vulgarisation décentralisés puissent répondre à ces nouveaux défis et tenir à jour leurs connaissances et compétences.



La lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'atténuation des risques

© FAO/G. Bizzarri



Longtemps, la vulgarisation a été critiquée et, à juste titre, d'avoir favorisé des agriculteurs aisés, hommes, ayant un accès facile aux marchés et des conditions environnementales contrôlées. Le pluralisme, la subsidiarité, et l'harmonisation avec les priorités nationales ont pour ambition de rompre cette tendance pour s'orienter vers une nouvelle optique. Le fait d'inverser cette tendance n'est pas uniquement pour donner de nouvelles directives à l'organisme gouvernemental de vulgarisation, mais plutôt pour mobiliser les acteurs qui peuvent mieux servir les différents groupes. Un résultat positif de l'affaiblissement des services de vulgarisation du secteur public est le constat que les grands (et même quelques petits) exploitants commerciaux sont prêts et disposés à payer, au moins pour une part des services dont ils ont besoin. Cela implique que les services financés par le secteur public (mais souvent fournis par le secteur privé) peuvent viser plus directement les biens publics et les

objectifs de politique de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire des ménages. La vulgarisation est, à bien des égards, l'institution qui peut décider du succès ou de l'échec des tentatives visant à trouver une cohérence entre les efforts d'accroître la productivité et les initiatives pour viser les ménages en situation d'insécurité alimentaire ainsi qu'aborder les différents risques auxquels font face les agricultrices et les agriculteurs pauvres en ressources.

Un aspect de cette capacité est l'utilisation de la vulgarisation pour soutenir de façon flexible les moyens d'existence par le biais d'initiatives qui encouragent les stratégies de diversification par lesquelles les pauvres gèrent les risques. Les pauvres et les groupes vulnérables au climat, aux marchés et à d'autres incertitudes et variabilités ont besoin de nouvelles formes de vulgarisation. Il faut que les services répondent aux demandes différentes et changeantes des pauvres qui vivent et connaissent ces risques. Ceci implique que les services de vulgarisation fournissent ou facilite l'accès aux informations et aux connaissances sur les conditions météorologiques et le changement climatique, sur les prix du marché, sur les structures de réglementation, sur les normes de qualité et sur les demandes de consommateurs, si l'on veut qu'ils aident les pauvres à relever les défis auxquels ils font face.

Ce défi peut paraître insurmontable, mais on trouve des exemples où la vulgarisation est à la hauteur du challenge de la complexité et des risques. Plusieurs types d'information et de conseil sont souvent intégrés aux accords d'agriculture contractuelle dans lesquels les acteurs en haut de la filière utilisent ces informations pour gérer les risques de production pour eux-mêmes et également pour les agriculteurs qu'ils ont engagés par contrat. Bien que l'agriculture contractuelle ait été mal vue par le passé, car on craignait que les bénéfices n'arrivent pas à atteindre les pauvres, on comprend à présent qu'elle peut être un arrangement relativement durable dans lequel la vulgarisation fait partie des structures élargies qui partagent les coûts et les risques entre les différents acteurs de la filière. Les organisations de producteurs et la société civile (grâce, par exemple, au soutien du commerce équitable et de la certification de produit organique) peuvent être en mesure d'aborder certaines des différences de pouvoir susceptibles de favoriser les acteurs commerciaux plus aisés en termes d'avantages. En fait, les organisations de producteurs elles-mêmes peuvent s'engager dans des accords contractuels et dans d'autres arrangements entre leurs membres et concevoir, de façon proactive, des accords au sein des filières qui prennent en compte les risques auxquels les pauvres sont confrontés.

Nouvelles formes de financement pour une vulgarisation répondant aux besoins du marché et orientée par la demande

L'éloignement de la recherche de remèdes miracles dans le cadre de la vulgarisation a entraîné une focalisation sur les objectifs visant à accroître le revenu rural par le biais d'une orientation vers le marché et répondant aux demandes des agriculteurs. Une part considérable des services de vulgarisation peut et devrait être commercialisée pour s'assurer que les clients de ces services exercent un plus grand contrôle. Ce qui implique que les petits exploitants et les petites exploitantes soient en mesure, ou qu'on leur donne la possibilité, de payer pour ces services. Mais l'expérience a démontré que la concentration sur la demande implique beaucoup plus que la simple privatisation. Les investissements dans les capacités des organisations de producteurs à formuler leurs demandes et à solliciter les services peuvent également rendre la vulgarisation plus responsable. Le fait de



Magdalena Blum

s'assurer que les pauvres conservent l'accès à la vulgarisation ne veut pas dire qu'on s'appuie sur les institutions traditionnelles gratuites du secteur public. On peut fournir des ressources financières par le biais de bons, de fonds pour les services ruraux et d'autres mécanismes financiers pour que les pauvres puissent ensuite engager par contrat celui des services publics ou privés qui satisferont au mieux leurs demandes.

L'efficacité de la demande se rapporte au pouvoir. Il faut que les agriculteurs soient représentés au sein des structures de prise de décisions des organisations de recherche et de vulgarisation et des différentes plates-formes locales responsables de la planification et de l'établissement des priorités des investissements. Cette représentation n'est pas uniquement importante aux niveaux local et national. Les organisations régionales de producteurs expriment également les demandes des agriculteurs aux niveaux régionaux, là où les structures politiques comme le PDDAA définissent de plus en plus les cadres du niveau macro pour le soutien au développement rural. Les organisations de producteurs pourraient également développer des capacités leur permettant de répondre directement aux besoins des agriculteurs en dirigeant et en fournissant elles-mêmes les services de vulgarisation.

L'orientation vers le marché se rapporte au développement de la filière dans son ensemble, qui, à son tour, implique que les agriculteurs ne soient pas nécessairement les seuls acteurs ayant besoin de services de vulgarisation. Les transformateurs, les commerçants, les organisations de producteurs et d'autres intervenants ont besoin de comprendre les marchés afin de travailler ensemble. Il faut alors un changement des fonctions et des rôles de la vulgarisation, passant de la diffusion d'un message basé sur les technologies à la facilitation des liens et la collaboration entre une vaste gamme d'acteurs au sein de la filière. Encore plus important est le rôle de la vulgarisation dans le soutien à l'orientation vers le marché de ces plates-formes afin d'encourager un dialogue dans lequel les parties prenantes se réunissent pour négocier et pour créer un lien de confiance. En effet, c'est souvent la confiance qui représente le facteur le plus important dans le développement de la filière. En augmentant la transparence et les échanges, la vulgarisation peut apporter une contribution de taille à la création de cette confiance, en particulier en ce qui concerne l'inclusion des agriculteurs pauvres au développement des marchés sur un même pied d'égalité.

La vulgarisation et l'interdépendance entre le changement climatique et la sécurité alimentaire

Le changement climatique est un domaine dans lequel la vulgarisation est actuellement faiblement engagée, mais où les besoins et les attentes à l'avenir sont importants. Si l'on veut que les agriculteurs s'adaptent aux changements des conditions climatiques qui sont déjà inévitables et si l'on veut qu'ils fassent partie des systèmes agricoles à faible intensité de carbone qui seront nécessaires pour atténuer le changement climatique à l'avenir, il faut augmenter les flux d'informations et de communication entre les agriculteurs et les autres parties prenantes des systèmes agroalimentaires. Une vulgarisation forte est essentielle pour s'assurer que les politiques nationales, régionales et mondiales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets soient communiquées et adaptées aux agriculteurs et à leurs conditions. La vulgarisation doit être un acteur primordial si l'on veut atteindre les synergies entre l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Pour apporter une contribution à cette synergie, la vulgarisation doit s'engager avec plusieurs acteurs et fournir une gamme différente de services par rapport au passé. Comme il a été indiqué ci-dessus, une partie de cet engagement sera l'augmentation de la compréhension et de la focalisation sur les risques. D'une certaine façon, les inquiétudes en matière de sécurité alimentaire ont déjà contribué à attirer les acteurs de la vulgarisation vers des initiatives visant à aborder les risques liés au climat par le biais de la distribution de semences dans les programmes de réhabilitation agricole et par d'autres mesures. Un élément clé de ces initiatives est de veiller à ce que la vulgarisation ne soit pas simplement un partenaire de la mise en œuvre. Son contact direct avec les agriculteurs peut fournir une boucle de rétroactions sur l'adaptation réelle des programmes de semences ou d'autres programmes aux conditions et aux besoins des bénéficiaires de ce soutien. L'analyse

de l'acceptation des programmes de vulgarisation en matière de sécurité alimentaire peut également fournir des informations sur comment les agriculteurs associent les nouvelles technologies à leurs efforts pour maintenir la diversité biologique agricole au sein de leurs systèmes d'exploitation. Cette dernière est en fait largement considérée comme une partie cruciale du développement des capacités adaptatives locales dans la gestion de la variabilité climatique.

Au niveau local, les capacités de facilitation et de médiation de la vulgarisation dans le développement des marchés peuvent également être utilisées pour réunir les acteurs locaux dans la négociation et dans la création de la confiance requise pour l'utilisation durable des ressources naturelles communes, comme les ressources hydriques, les pâturages et les produits forestiers non ligneux. En ce faisant,



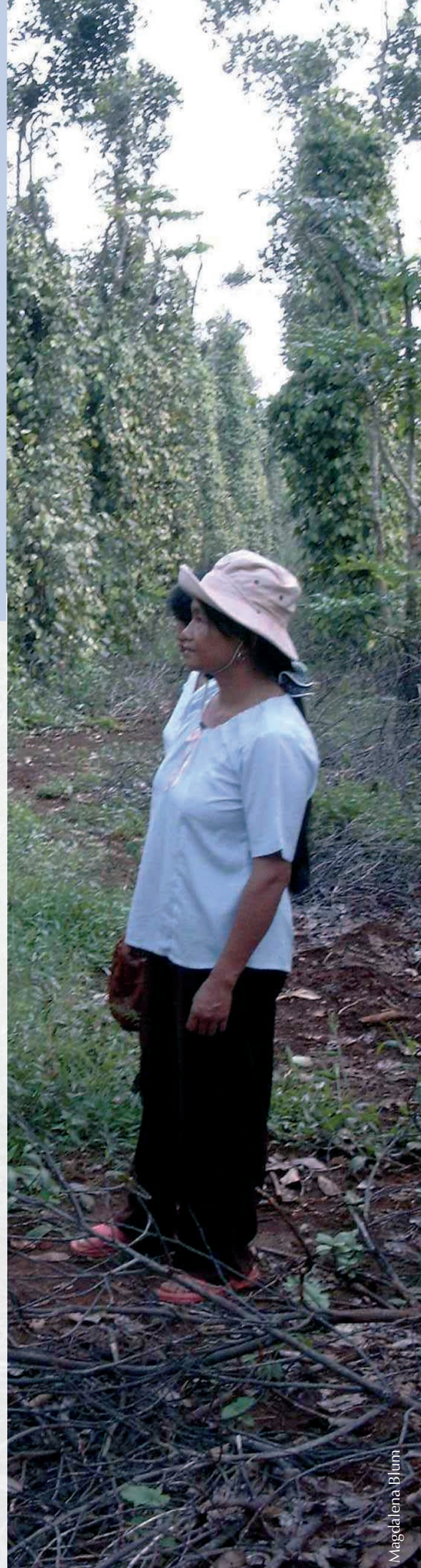
la vulgarisation peut contribuer au maintien de la biodiversité et aider également à gérer les conflits qui s'intensifieront probablement à la suite du changement démographique et environnemental mondial. Cependant, ces compétences sont rares au sein des services de conseil. L'expérience des ONG a démontré que les nouvelles compétences en matière de communication, de dialogue et de gestion des conflits pouvaient se développer au sein des organisations de vulgarisation, mais également qu'il a été difficile de les augmenter, compte tenu des contraintes prépondérantes des ressources humaines.

Pour fournir ces services, la vulgarisation devra développer des liens et une collaboration plus solides que par le passé, avec les différents acteurs, comme les services météorologiques et les organismes pour l'environnement, qui ont un rôle central dans les efforts concernant l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. La vulgarisation peut agir en tant que canal fournissant l'information sur les conditions météorologiques, sur les nouveaux paiements pour les services environnementaux, sur les options de production à faible intensité de carbone et sur les variétés résistantes à la sécheresse et aux inondations, tout en s'assurant également que le système de remontée de l'information existe sur comment le changement climatique a des impacts sur les microclimats locaux et sur les différents systèmes de production. La collaboration avec des nouveaux et différents médias, l'utilisation élargie des TIC et les partenariats novateurs sont tous des éléments nécessaires. Cela implique de travailler avec des compagnies d'assurance et d'autres fournisseurs privés de services financiers, ce qui demande une prise de conscience accrue des risques et des moyens à utiliser pour répondre aux événements extrêmes en tant que condition préalable pour la fourniture d'assurance récolte et d'autres produits de déplacement du risque indexés sur les conditions météorologiques.

■ **La vulgarisation dans la recherche pour le développement**

Le nouvel agenda de la vulgarisation présenté dans ce document se base sur une relation nouvelle et différente avec la recherche. La réforme de la vulgarisation a été longtemps entravée par des idées désuètes qui considéraient la vulgarisation comme une voie passive du transfert des technologies allant de la recherche aux agriculteurs. L'affaiblissement des liens avec la recherche a fait en sorte que, même s'il était souhaitable, ce rôle de transfert de technologies à sens unique n'est plus viable. Une nouvelle relation avec la recherche agricole pour le développement commence à voir le jour, même si les contours de ce nouveau système ne sont pas encore bien définis. Dans le cadre de ces nouveaux systèmes, il faut consacrer plus d'attention aux processus d'innovation des agriculteurs mêmes et au rôle de compréhension et de respect de ces aspects d'innovation dans le nouveau programme de la recherche et de la vulgarisation. Pour avoir des impacts sur les moyens d'existence des pauvres, il faut que la vulgarisation et la recherche développent des voies et des partenariats plus efficaces avec les petits exploitants novateurs et leurs organisations. Ce qui signifie que plus que relier la recherche et la vulgarisation, il faut la représentation et l'influence des agriculteurs au sein des forums où les décisions sur les priorités de la recherche sont prises.

Il faut une relation active, étroite et respectueuse entre la recherche et la vulgarisation si l'on veut réunir les deux institutions pour atteindre la durabilité et un impact à grande échelle. Les projets pilotes qui ont dominé les liens entre la recherche et la vulgarisation par le passé doivent être remplacés à l'avenir par une coopération institutionnalisée reliée aux réseaux de vulgarisation décentralisés, orientés par le marché et gérés par les agriculteurs. La vulgarisation peut créer les possibilités de réunir une gamme beaucoup plus élargie d'acteurs dans l'innovation agricole. Son rôle n'est pas uniquement un rôle de transfert, mais également de facilitation, de coordination et de promotion pour que les défis des petits exploitants et des agriculteurs pauvres dans la participation aux nouveaux systèmes d'innovation organisés par les instituts de recherche et de vulgarisation ne soient pas négligés. La vulgarisation peut aider la recherche à s'engager dans les processus en cours de développement rural et dans le cadre des filières, et à apprendre de ces processus. Elle peut fournir aux chercheurs une confrontation avec la réalité pouvant expliquer comment les agriculteurs et les autres acteurs des filières cherchent et utilisent les nouvelles technologies dans le cadre du changement climatique, des risques du marché et de l'incertitude. Les services de vulgarisation, avec la recherche, peuvent renseigner les décideurs sur la manière dont les initiatives en faveur de la sécurité alimentaire ont un impact sur les différents groupes cibles, et comment les agricultrices et les agriculteurs luttent contre l'insécurité alimentaire de leurs ménages, et dans le même temps, cherchent à avoir accès aux nouveaux marchés.



Conclusions

La vulgarisation est encore un lien fragile de la sphère institutionnelle permettant d'assurer que les demandes des petits exploitants soient au centre des initiatives de développement rural. L'expérience a démontré qu'il n'existe aucune alternative au renforcement de ce lien si l'on veut améliorer de façon durable la productivité et la sécurité alimentaire, mais également que les voies par lesquelles la vulgarisation peut contribuer à cette amélioration sont différentes et complexes et requièrent des systèmes pluralistes et un éventail d'approches et de méthodes. S'il faut mobiliser la vulgarisation pour assurer une structure solide afin de satisfaire les demandes des pauvres ruraux, il est essentiel de promouvoir une perspective plus élargie de ce que représente la vulgarisation parmi les structures des Etats, du secteur privé, de la société civile et des ONG. Il faut d'abord reconnaître la gamme de stratégies, de structures, d'organisations et de méthodes qui sont nécessaires pour gérer une diversité de rôles et pour atteindre les différents groupes de producteurs. En outre, il est nécessaire de soutenir les organisations de producteurs pour qu'elles représentent le moteur de ce processus en assumant un rôle actif et crucial dans l'établissement des agendas pour des institutions de vulgarisation et de recherche.



Magdalena Blum

Remerciements: Ce document a été préparé par la Sous-Division de la Recherche et de la Vulgarisation de la FAO en collaboration avec l'Institut Danois des Études Internationales.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Bureau de l'Echange des Connaissances, de la Recherche et de la Vulgarisation

www.fao.org/nr/research/res-home/en

Rome, 2010